

## Informations Clés pour l'Investisseur

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce Fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce Fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

### Investissement PEA-PME (FCP)

Code ISIN part A : FR0011637156 - part R : FR0011637164 - part M : FR0011637180

Cet OPCVM est géré par Lazard Frères Gestion SAS

### Objectif et politique d'investissement

- **Classification du Fonds** : Actions de Pays de l'Union Européenne.
- **Objectif de gestion** : L'objectif du FCP vise à obtenir, sur une période de placement recommandée de 5 ans minimum, une performance nette de frais supérieure à celle de l'indice MSCI Europe Small Cap dividendes nets réinvestis. Cet indice représente l'évolution de l'ensemble des actions de sociétés européennes de petites et moyennes capitalisations.
- **Politique d'investissement** : Le gérant investira essentiellement dans des titres de sociétés européennes de moins de 5000 salariés qui réalisent un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou dont le total du bilan n'excède pas 2 milliards d'euros. Au sein de cet univers, la stratégie mise en œuvre dans le FCP repose donc sur :
  - ✓ L'identification des entreprises présentant selon les gérants le meilleur profil de performance économique.
  - ✓ La validation de cette performance : diagnostic financier, fondements stratégiques.
  - ✓ La sélection des titres de ces entreprises en fonction de la sous-évaluation par le marché à un instant donné de cette performance.
  - ✓ La construction d'un portefeuille à l'intérieur des pays de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, sans autres contraintes géographiques ni sectorielles.

Le FCP est classé « actions des pays de l'Union européenne ». Aussi, l'exposition aux actions issues de l'Union européenne doit être au moins supérieure à 60% de l'actif net du FCP et l'exposition aux marchés actions hors Union européenne est limitée à 10% maximum de l'actif net du FCP.

Dans le cadre de la stratégie d'investissement du FCP, le degré minimum d'exposition aux marchés actions de l'Union européenne et de la Norvège est de 75% de l'actif net du FCP.

Le degré minimum d'exposition aux titres éligibles au PEA est de 75% de l'actif net du FCP.

Le FCP peut investir à hauteur de 10% maximum de son actif net en parts ou actions d'OPCVM ou en FIA (ou fonds d'investissement) de droit français ou étranger répondant aux quatre critères de l'article R 214-13 du Code monétaire et financier, pouvant être gérés par Lazard Frères Gestion SAS.

Le FCP pourra détenir des liquidités à hauteur de 10% maximum de l'actif net.

Le FCP peut investir à hauteur de 10% maximum de l'actif net en titres de créance négociables et instruments du marché monétaire. Le FCP peut utiliser des futures de change, des options de change, des swaps de change et du change à terme négociés sur des marchés réglementés ou organisés et/ou de gré à gré pour couvrir le portefeuille du risque de change.

Le FCP pourra détenir à hauteur de 10% maximum de l'actif net les éventuels bons ou droits détenus à la suite d'opérations affectant les titres en portefeuille. Le FCP n'a pas vocation à acquérir en direct ce type d'actifs.

Le FCP est éligible au PEA (plan d'épargne en actions) et au PEA-PME (plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et entreprise de taille intermédiaire).

Pour la part A, les sommes distribuables sont intégralement capitalisées.

Pour les parts R et M, les sommes distribuables sont distribuées et/ou capitalisées et/ou reportées.

- **Faculté de rachat** : Les demandes de rachat sont centralisées avant 12h00 chaque jour d'évaluation de la valeur liquidative auprès de Lazard Frères Gestion SAS. Elles sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative calculée quotidiennement. Le règlement des rachats interviendra 3 jours ouvrés suivant le jour d'évaluation de la valeur liquidative.
- **Durée de placement recommandée** : Ce FCP pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leurs apports dans un délai de 5 ans.

### Profil de risque et de rendement

A risque plus faible,

A risque plus élevé,

rendement potentiellement plus faible

rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

#### Explication de l'indicateur et ses principales limites :

L'exposition au marché des actions de moyennes capitalisations explique le classement du Fonds dans cette catégorie.

Les données historiques utilisées pourraient ne pas donner une indication fiable du profil de risque futur du Fonds.

Rien ne garantit que la catégorie affichée demeure inchangée, et le classement est susceptible d'évoluer dans le temps.

La catégorie la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque.

Le capital n'est pas garanti.

#### Risques importants non pris en compte dans l'indicateur :

**Risque de liquidité** : il représente le risque qu'un marché financier, lorsque les volumes d'échanges sont faibles ou en cas de tension sur les marchés, ne puisse absorber les volumes de transactions (achat ou vente) sans impact significatif sur le prix des actifs avec pour conséquence une possible baisse de la valeur liquidative du Fonds.

Les autres risques sont mentionnés dans le prospectus. La survenance de l'un de ces risques peut avoir un impact significatif sur la valeur liquidative de votre Fonds.

## Frais

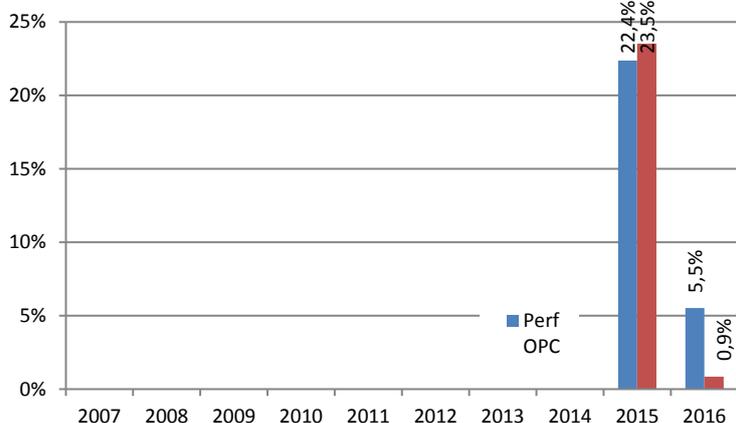
Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation du Fonds y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements

Frais ponctuels prélevés avant ou après l'investissement	
Frais d'entrée	Parts A, R : 4% Part M : 5%
Frais de sortie	Parts A, R et M : 1%
Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi ou avant que le revenu de votre investissement ne vous soit distribué. Dans certains cas, l'investisseur peut payer moins. L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée et de sortie.	
Frais prélevés par le Fonds sur une année	
Frais courants	Part A : 2,01%* Part R : 2,56%* Part M : 0,96%*
Frais prélevés par le Fonds dans certaines circonstances	
Commission de performance	Parts A, R et M : néant

\* Le chiffre communiqué se fonde sur les frais de l'exercice précédent, clos en mars 2016. Ce chiffre peut varier d'un exercice à l'autre. Pour plus d'informations sur les frais, veuillez vous référer à la rubrique frais et commissions du prospectus de ce Fonds, disponible sur le site internet [www.lazardfreresgestion.fr](http://www.lazardfreresgestion.fr)

Les frais courants ne comprennent pas : les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation excepté dans le cas de frais d'entrée et/ou de sortie payés par le Fonds, lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre véhicule de gestion collective.

## Performances passées



- Les performances passées ne constituent pas une indication fiable des performances futures et ne sont pas constantes.
- Les performances sont calculées après déduction des frais prélevés par le Fonds.
- Année de création du Fonds : 2014
- Devise : Euro
- Indicateur de référence : MSCI Europe Small Cap dividendes nets réinvestis.

## Informations pratiques

- Nom du dépositaire** : Lazard Frères Banque.
- Lieu et modalités d'obtention d'information sur le Fonds** : Le prospectus du Fonds, les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite auprès de **Lazard Frères Gestion SAS** – 25, rue de Courcelles – 75008 Paris.
- Lieu et modalités de communication de la valeur liquidative** : La valeur liquidative est communiquée quotidiennement sur internet : [www.lazardfreresgestion.fr](http://www.lazardfreresgestion.fr) et par affichage dans les locaux de **Lazard Frères Gestion SAS**.
- Catégorie de parts ou d'actions** : La part A a été retenue pour la présentation des performances du FCP.
- Lieu et modalités d'obtention des informations sur les autres catégories de parts du Fonds qui sont commercialisées dans le même Etat membre** : Lazard Frères Gestion, 25 rue de Courcelles - 75008 Paris - Relations Extérieures – Du lundi au vendredi de 9h à 17h – Tel : 01 44 13 01 79
- Fiscalité** : Selon votre régime fiscal, les plus-values et les revenus éventuels liés à la détention de parts peuvent être soumis à taxation. Il est conseillé à l'investisseur de se renseigner à ce sujet auprès de son conseil ou de son distributeur.
- La responsabilité de **Lazard Frères Gestion SAS** ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou incohérentes avec les parties correspondantes du prospectus du Fonds. Ce Fonds est agréé par l'Etat français et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers. **Lazard Frères Gestion SAS** est agréée par l'Etat français et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers. Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au **15 février 2017**.
- La politique de rémunération est disponible sur le site internet de Lazard Frères Gestion [www.lazardfreresgestion.fr](http://www.lazardfreresgestion.fr). Un exemplaire papier sera mis à disposition gratuitement sur demande. Toute demande de complément d'information doit être adressée au service juridique des OPC de Lazard Frères Gestion.

**OPCVM de droit français relevant de la directive  
européenne 2009/65/CE**

**PROSPECTUS**

**I – CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES**

**I.1. – Forme de l'OPCVM**

**Dénomination :**

**INVESTISSEMENT PEA-PME**

**Forme Juridique :**

Fonds Commun de Placement de droit français.

**Date de création – durée d'existence**

Ce FCP a été créé le 31 janvier 2014 pour une durée de 99 ans.

**Synthèse de l'offre de gestion :**

<b>Part</b>	<b>Code ISIN</b>	<b>Affectation des sommes distribuables</b>	<b>Devise de libellé</b>	<b>Souscripteurs concernés</b>	<b>Minimum 1<sup>ère</sup> souscription</b>	<b>VL d'origine</b>
<b>Part A</b>	FR0011637156	Affectation du résultat net : capitalisation Affectation des plus-values nettes réalisées : capitalisation	EURO	Tous souscripteurs	une part	100 €
<b>Part R</b>	FR0011637164	Affectation du résultat net : capitalisation et/ou distribution et/ou report Affectation des plus-values nettes réalisées : capitalisation et/ou distribution et/ou report	EURO	Tous souscripteurs	une part	100 €
<b>Part M</b>	FR0011637180	Affectation du résultat net : capitalisation et/ou distribution et/ou report Affectation des plus-values nettes réalisées : capitalisation et/ou distribution et/ou report	EURO	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux dirigeants, collaborateurs, retraités ainsi qu'à leur conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité des sociétés Lazard Frères Gestion SAS, Lazard Frères Banque, Compagnie Financière Lazard Frères SAS et Lazard Frères SAS	une part	100 €

La différence entre les parts A et R s'explique par le fait que la part A est principalement destinée à être distribuée directement par la société de gestion auprès de sa clientèle alors que la part R est principalement destinée à être distribuée par des partenaires de la société de gestion ou par des sociétés de gestion tierces.

Le prospectus du Fonds, les derniers documents annuels et périodiques, ainsi que la composition de l'actif et les normes de Lazard Frères Gestion SAS en matière d'exercice des droits de vote sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite auprès de :

**LAZARD FRERES GESTION SAS**

25, rue de Courcelles – 75008 Paris

Le prospectus est disponible sur le site [www.lazardfreresgestion.fr](http://www.lazardfreresgestion.fr)

**Désignation d'un point de contact :**

Relations Extérieures – du lundi au vendredi

de 9 h à 17 heures – Tél. : 01.44.13.01.79

où des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaire.

**I.2. – Acteurs**

<b>Société de gestion</b>	<b>LAZARD FRERES GESTION SAS</b> 25, rue de Courcelles 75008 PARIS Société de Gestion de droit français agréé par l'AMF n° GP 04 0000 68 du 28.12.2004
<b>Gestion administrative et comptable :</b>	<b>LAZARD FRERES GESTION SAS</b> 25, rue de Courcelles 75008 PARIS
<b>Dépositaire et conservateur :</b>	<b>LAZARD FRERES BANQUE</b> 121, boulevard Haussmann – 75008 Paris Etablissement de crédit agréé par le C.E.C.E.I. sous le numéro 30748.  Les fonctions du dépositaire recouvrent les missions, telles que définies par la Réglementation applicable, de la garde des actifs, de contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion et de suivi des flux de liquidités des OPCVM. <u>Déléataires :</u> La description des fonctions de garde déléguées, la liste des déléataires et sous déléataires de Lazard Frères Banque et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site de Lazard Frères Banque : <a href="http://lazardfreresbanque.fr">http://lazardfreresbanque.fr</a>  Des informations actualisées sont mises à disposition des investisseurs sur demande.  Le dépositaire est indépendant de la société de gestion.
<b>Centralisation des ordres de souscription et rachat :</b>	<b>LAZARD FRERES GESTION SAS</b> 25, rue de Courcelles – 75008 Paris
<b>Tenue des Registres des parts ou actions :</b>	<b>LAZARD FRERES BANQUE</b> 121, boulevard Haussmann – 75008 Paris
<b>Commissaire aux Comptes :</b>	<b>Cabinet DELOITTE</b> 185, Avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly sur Seine Cedex

## II – MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

### II.1 – Caractéristiques générales

<b>Caractéristiques des parts :</b>	
<b>- Codes ISIN :</b> Part A Part R Part M	FR0011637156 FR0011637164 FR0011637180
<b>- Nature du droit attaché aux parts du FCP :</b>	Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées.
<b>- Droit de vote :</b>	Il n'y a pas de droit de vote attaché aux parts, les décisions étant prises par la société de gestion.
<b>- Forme des parts :</b>	<b>Parts A et R :</b> Au porteur ou au nominatif administré, au choix du détenteur. <b>Part M :</b> Au nominatif administré. Le Fonds est admis en Euroclear France.
<b>- Décimalisation ou part entière :</b>	Il peut être souscrit et/ou racheté en centième de part.
<b>- Date de clôture de l'exercice :</b>	Dernière valorisation du mois de mars.
<b>- Date de clôture du 1<sup>er</sup> exercice :</b>	Dernière valorisation du mois de mars 2015.
<b>- Régime fiscal :</b>	Le régime fiscal applicable aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par le Fonds dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur et/ou de la juridiction d'investissement du Fonds. Le FCP est éligible au PEA (plan d'épargne en actions) et au PEA-PME (plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et entreprise de taille intermédiaire).

### II.2 – Dispositions particulières

<b>- Classification :</b>	<b>ACTIONS DE PAYS DE L'UNION EUROPEENNE</b>
<b>- Objectif de gestion :</b>	L'objectif du FCP vise à obtenir, sur une période de placement recommandée de 5 ans minimum, une performance supérieure à celle de l'indice MSCI Europe Small Cap dividendes nets réinvestis.
<b>- Indicateur de référence :</b>	L'indice MSCI Europe Small Cap représente l'évolution de l'ensemble des actions de sociétés européennes de petites et moyennes capitalisations.

## 1 – Stratégies utilisées

---

La stratégie mise en œuvre dans le FCP résulte d'une philosophie de gestion propre à la Société de gestion du fonds, qui consiste à rechercher des sociétés créatrices de valeur et sous évalués selon les gérants.

Le FCP sera investi au minimum à 75% de l'actif net en titres de sociétés européennes qui emploient moins de 5 000 salariés et qui réalisent un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 2 milliards d'euros.

Au sein de cet univers, la stratégie mise en œuvre dans le FCP repose donc sur :

- L'identification des entreprises présentant selon les gérants le meilleur profil de performance économique.
- La validation de cette performance : diagnostic financier, fondements stratégiques.
- La sélection des titres de ces entreprises en fonction de la sous-évaluation par le marché à un instant donné de cette performance.
- La construction d'un portefeuille à l'intérieur des pays de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, sans autres contraintes géographiques ni sectorielles.

La recherche du meilleur couple performance économique/évaluation de l'entreprise pourra conduire à des divergences fortes entre d'une part, la performance du Fonds, sa composition sectorielle et/ou géographique et d'autre part, celles de la classe d'actifs sous-jacente composée des PME (petites et moyennes entreprises) et des ETI (entreprises de taille intermédiaire) européennes.

Le FCP est classé « actions des pays de l'Union européenne ». Aussi, l'exposition aux actions issues de l'Union européenne doit être au moins supérieure à 60% de l'actif net de l'OPCVM et l'exposition aux marchés actions hors Union européenne est limitée à 10% maximum de l'actif net du FCP.

Dans le cadre de la stratégie d'investissement du FCP, le degré minimum d'exposition aux marchés actions de l'Union européenne et de la Norvège est de 75% de l'actif net du FCP.

Le degré minimum d'exposition aux titres éligibles au PEA et au PEA-PME est de 75% de l'actif net du FCP.

Le FCP pourra intervenir sur le risque de change au travers d'instruments financiers à terme négociés sur des marchés réglementés, organisés, ou de gré à gré, français et étrangers, dans la limite de 100% de l'actif net. Dans ce cadre, le gérant pourra prendre des positions afin de couvrir le portefeuille du risque de change.

Le Fonds peut investir à hauteur de 10% maximum de son actif net en parts ou actions d'OPCVM ou en FIA (ou fonds d'investissement) de droit français ou étranger répondant aux quatre critères de l'article R 214-13 du Code monétaire et financier, pouvant être gérés par Lazard Frères Gestion SAS ainsi que dans la limite de 10% également dans des titres de créance négociables français ou étrangers émis par des entreprises, des institutions financières et par des Etats et dans des instruments du marché monétaire.

Le Fonds pourra détenir à hauteur de 10% maximum de l'actif net des liquidités.

## 2 – Actifs (hors dérivés intégrés)

---

Le portefeuille est composé :

- à 75% minimum d'actions éligibles au PEA et au PEA-PME ;
- de titres de créance négociables français et étrangers (à hauteur de 10% maximum) ;
- d'OPCVM ou FIA (ou fonds d'investissement) de droit français ou étranger répondant aux quatre critères de l'article R 214-13 du Code monétaire et financier.

### 3 – Instruments dérivés

---

- **Nature des marchés d'intervention :**
  - réglementés
  - organisés
  - de gré à gré
- **Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :**
  - actions
  - taux
  - change
  - crédit
  - autres risques
- **Natures des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :**
  - couverture
  - exposition
  - arbitrage
- **Nature des instruments utilisés :**
  - futures :**
    - sur actions et indices actions
    - sur taux
    - de change
  - options :**
    - sur actions et indices actions
    - sur taux
    - de change
  - swaps :**
    - swaps d'actions
    - swaps de taux
    - swaps de change
  - change à terme :** en couverture du risque de devises
  - dérivés de crédit**
- **Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :**
  - couverture partielle ou générale du portefeuille
  - reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, à des risques
  - augmentation de l'exposition au marché sans effet de levier
  - maximum autorisé et recherché
  - autre stratégie

### 4 – Titres intégrant des dérivés

---

L'acquisition de ces titres n'entre pas dans la stratégie de gestion du FCP. Toutefois, le gérant pourra investir dans tous titres intégrant des dérivés permis par le programme d'activité de la société de gestion, notamment les warrants, des bons ou des droits détenus à la suite d'opérations affectant les titres en portefeuille.

### 5 – Dépôts

---

Les opérations de dépôts peuvent être utilisées dans la gestion du FCP dans la limite de 10% de son actif.

## 6 – Emprunts d'espèces

---

Le FCP peut faire appel aux emprunts d'espèces dans son fonctionnement dans la limite de 10% de son actif pour répondre à un besoin ponctuel de liquidités.

## 7 – Opérations d'acquisition et cession temporaire de titres

---

Néant.

## 8 – Information sur les garanties financières

---

Dans le cadre d'opérations sur dérivés négociés de gré à gré et conformément à la position AMF 2013-06, le FCP peut recevoir à titre de collatéral des titres (tel que notamment des obligations ou titres émis(es) ou garanti(e)s par un Etat ou émis par des organismes de financement internationaux et des obligations ou titres émis par des émetteurs privés de bonne qualité), ou des espèces.

Le collatéral espèce reçu est réinvesti conformément aux règles applicables.

L'ensemble de ces actifs devra être émis par des émetteurs de haute qualité, liquides, peu volatils, diversifiés et qui ne sont pas une entité de la contrepartie ou de son groupe.

Des décotes peuvent être appliquées au collatéral reçu; elles prennent en compte notamment la qualité de crédit, la volatilité des prix des titres.

## 9 – Profil de risque

---

*Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.*

### ▪ **Risque de perte en capital :**

Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ni protection de capital, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

### ▪ **Risque actions :**

L'investisseur est exposé sur le risque actions. En effet, la variation du cours des actions peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative du FCP. En période de baisse du marché des actions, la valeur liquidative baissera.

En outre, sur les marchés de petites et moyennes capitalisations, le volume des titres cotés en bourse est réduit, les mouvements de marchés sont donc plus marqués à la baisse et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du Fonds peut donc baisser rapidement et fortement.

### ▪ **Risque de change :**

Le FCP peut investir dans des titres et OPC eux-mêmes autorisés à acquérir des valeurs libellées dans des devises étrangères hors zone euro. La valeur des actifs de ces OPC peut baisser si les taux de change varient, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du FCP.

### ▪ **Risque de contrepartie :**

Il s'agit du risque lié à l'utilisation par ce FCP d'instruments financiers à terme négociés de gré à gré.

Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement le FCP à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant la conduire à un défaut de paiement et induire une baisse de la valeur liquidative du FCP.

▪ **Risque de liquidité :**

Il représente le risque qu'un marché financier, lorsque les volumes d'échanges sont faibles ou en cas de tensions sur les marchés, ne puisse absorber les volumes de ventes (ou d'achats) qu'en faisant baisser (ou monter) significativement le prix des actifs, avec pour conséquence une possible baisse de la valeur liquidative du Fonds.

▪ **Risque de taux :**

Il représente le risque de variation des taux d'intérêt qui a un impact sur les marchés obligataires. A titre d'exemple le prix d'une obligation tend à évoluer dans le sens inverse des taux d'intérêt. Le FCP est principalement investi en actions, le risque de taux est donc peu significatif.

Toutefois, l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le cours des actions peut être indirectement impacté par l'évolution des taux d'intérêts.

## 10 – Garantie ou protection

---

Néant.

## 11 – Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

---

La souscription des parts A et R de ce FCP est réservée à tous souscripteurs.

La souscription de la part M de ce FCP est réservée à tous souscripteurs et plus particulièrement aux dirigeants, collaborateurs, retraités ainsi qu'à leur conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité des sociétés Lazard Frères Gestion SAS, Lazard Frères Banque, Compagnie Financière Lazard Frères SAS et Lazard Frères SAS.

Le Fonds pourra servir de support à des contrats d'assurance-vie et de capitalisation ainsi qu'à des PEA et des PEA-PME.

Les instruments utilisés et les stratégies mises en œuvre correspondent à un profil offensif, ce FCP s'adresse aux investisseurs qui souhaitent supporter un risque de marché actions de moyennes capitalisations. Il est fortement recommandé aux souscripteurs de diversifier suffisamment leurs investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de ce FCP.

### Informations relatives aux investisseurs américains :

Le FCP n'est pas enregistré en tant que véhicule d'investissement aux Etats-Unis et ses parts ne sont pas et ne seront pas enregistrées au sens du *Securities Act* de 1933 et, ainsi, elles ne peuvent pas être proposées ou vendues aux Etats-Unis à des *Restricted Persons*, telles que définies ci-après.

Les *Restricted Persons* correspondent à (i) toute personne ou entité située sur le territoire des Etats-Unis (y compris les résidents américains), (ii) toute société ou toute autre entité relevant de la législation des Etats-Unis ou de l'un de ses Etats, (iii) tout personnel militaire des Etats-Unis ou tout personnel lié à un département ou une agence du gouvernement américain situé en dehors du territoire des Etats-Unis, ou (iv) toute autre personne qui serait considérée comme une U.S. Person au sens de la Regulation S issue du *Securities Act* de 1933, tel que modifié.

### FATCA :

En application des dispositions du *Foreign Account Tax Compliance Act* (« FATCA ») applicables à compter du 1er juillet 2014, dès lors que le FCP investit directement ou indirectement dans des actifs

américains, les capitaux et revenus tirés de ces investissements sont susceptibles d'être soumis à une retenue à la source de 30%.

Afin d'éviter le paiement de la retenue à la source de 30%, la France et les Etats-Unis ont conclu un accord intergouvernemental aux termes duquel les institutions financières non américaines (« foreign financial institutions ») s'engagent à mettre en place une procédure d'identification des investisseurs directs ou indirects ayant la qualité de contribuables américains et à transmettre certaines informations sur ces investisseurs à l'administration fiscale française, laquelle les communiquera à l'autorité fiscale américaine (« Internal Revenue Service »).

Le FCP, en sa qualité de *foreign financial institution*, s'engage à se conformer à FATCA et à prendre toute mesure relevant de l'accord intergouvernemental précité.

***Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce Fonds dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée de placement recommandée, mais également de sa capacité à prendre des risques, ou, au contraire, à privilégier un investissement prudent.***

**Durée de placement recommandée : 5 ans minimum.**

## **12 – Modalités d'affectation des sommes distribuables**

---

Les sommes distribuables sont constituées par :

- 1) le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus.  
Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du Fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.
- 2) les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1) et 2) peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Pour les parts R et M, la société de gestion décide chaque année de l'affectation des sommes distribuables. Elle peut distribuer des acomptes.

Pour les parts A, les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception des sommes qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

## **13 – Fréquence de distribution**

---

En cas d'option pour la distribution des revenus, la société de gestion peut décider, en cours d'exercice, la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des revenus nets comptabilisés à la date de décision.

## 14 – Caractéristiques des Parts (devises de libellé, fractionnement, etc.)

---

Les parts sont libellées en Euro. Il peut être souscrit et/ou racheté en centième de part.

## 15 – Modalités de souscription et de rachat applicables aux parts

---

### Détermination de la valeur liquidative :

Date et périodicité de la valeur liquidative :

- Jour d'évaluation (J) = chaque jour non férié en France où la Bourse de Paris est ouverte
- Date de calcul et de communication de la valeur liquidative = jour ouvré suivant le jour d'évaluation, soit (J+1)

### Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est communiquée quotidiennement sur Internet : [www.lazardfreresgestion.fr](http://www.lazardfreresgestion.fr) et par affichage dans les locaux de la société de gestion.

### Adresse de l'établissement désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats :

LAZARD FRERES GESTION SAS – 25, rue de Courcelles – 75008 Paris

### Centralisation, exécution et règlement des ordres :

Les demandes de souscriptions et de rachats centralisées avant 12h00 chaque jour d'évaluation J de la valeur liquidative sont exécutées sur la base de la valeur liquidative du jour d'évaluation J. Cette valeur liquidative est calculée à J+1 ouvré.

Les premières souscriptions ne peuvent pas être inférieures à 1 part.

### Règlement et date de valeur :

Date de règlement des souscriptions : 1 jour ouvré suivant le jour d'évaluation (J+1 ouvré)

Date de règlement des rachats : 3 jours ouvrés suivant le jour d'évaluation (J+3 ouvrés)

## 16 – Frais et Commissions

---

### ▪ Commissions de souscriptions et de rachats :

Les commissions de souscriptions et de rachats viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FCP servent à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises au FCP reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc...

<i>Frais à la charge de l'investisseur prélevés lors des souscriptions et des rachats</i>	<i>Assiette</i>	<i>Taux barème</i>
<b>Commission de souscription non acquise au FCP (Parts A, R et M)</b>	Valeur liquidative x nombre de parts	<b>Parts A et R :</b> 4% TTC maximum  <b>Part M :</b> 5% TTC maximum
<b>Commission de souscription acquise au FCP (Parts A, R et M)</b>	N.A.	Néant
<b>Commission de rachat non acquise au FCP (Parts A, R et M)</b>	Valeur liquidative x nombre de parts	1% TTC maximum
<b>Commission de rachat acquise au FCP (Parts A, R et M)</b>	N.A.	Néant

<i>Frais facturés au FCP</i>	<i>Assiette</i>	<i>Taux Barème</i>	
<b>Frais de gestion internes et frais de gestion externes à la société de gestion</b> (incluant les frais de CAC, de dépositaire, d'avocats et excluant les frais de transaction, de sur-performance et frais liés aux investissements dans des OPC)	Actif net	<b>Part A :</b> 1,85% TTC Taux maximum  <b>Part R :</b> 2,40% TTC Taux maximum  <b>Part M :</b> 0,80% TTC Taux maximum	
<b>Commissions de mouvement (TTC) :</b> (intégralement perçues par le dépositaire)	Prélèvement sur chaque transaction	<b>Actions</b>	0,20% TTC
		<b>Instruments de taux</b>	Néant
		<b>Instruments sur marché à terme</b>	Néant
		<b>Autres opérations</b>	de 0 à 450 € TTC
<b>Commission de surperformance</b>	Actif net	<b>Parts A, R et M :</b> néant	

Seules les contributions dues pour la gestion de l'OPC en application du d) du 3° du II de l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier et les éventuels coûts juridiques exceptionnels liés au recouvrement des créances sont hors champ des quatre blocs de frais évoqués dans le tableau ci-dessus.

Les opérations de pensions livrées sont réalisées aux conditions de marché.

▪ **Les frais de fonctionnement et de gestion :**

Ces frais recouvrent les frais de gestion financière, de gestion administrative et comptable, de commissaire aux comptes, de dépositaire, de conservation, d'audit, juridiques, d'enregistrement, de distribution.

▪ **Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :**

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le Fonds a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au Fonds ;
- des frais de transaction qui se composent :
  - o des frais d'intermédiation comprenant les courtages payés aux intermédiaires et autres taxes.
  - o le cas échéant, de commissions de mouvements facturées au Fonds.

A l'exception des frais d'intermédiation, l'ensemble des frais évoqués ci-dessus est perçu dans le cadre de la société en participation, qui depuis 1995 assure entre LAZARD FRERES BANQUE et LAZARD FRERES GESTION SAS la mise en commun de leurs moyens tendant à la gestion financière, à la gestion administrative et comptable, à la conservation des valeurs et à l'exécution des mouvements sur ces valeurs.

Tous les revenus résultant des techniques de gestion efficace du portefeuille, nets de coûts opérationnels directs et indirects sont restitués au FCP. Tous les coûts et frais relatifs à ces techniques de gestion sont pris en charge par le FCP.

Pour plus d'information, les porteurs pourront se reporter au rapport de gestion.

## **17 – Description succincte de la procédure de choix des intermédiaires**

---

Le choix des intermédiaires utilisés par la gestion sur actions résulte :

- de toute demande d'ouverture de la relation avec un broker, à l'initiative des gérants
- d'une analyse financière des comptes du broker, effectuée à l'extérieur de la gestion.

Ces intermédiaires interviennent exclusivement dans le cadre de flux sur actions. Le Comité Broker de Lazard Frères Gestion SAS entérine toute nouvelle décision d'autorisation de travailler avec un nouvel intermédiaire. Pour les Small Caps, il est possible d'autoriser un broker ponctuellement lorsqu'il peut offrir de la liquidité sur une valeur.

Au minimum 2 fois par an la gestion actions évalue en Comité Broker la prestation de ses intermédiaires.

Les informations relatives au recours à des services d'aides à la décision d'investissement et d'exécution d'ordre (SADIE) se trouvent sur le site internet de la société de gestion ([www.lazardfreresgestion.fr](http://www.lazardfreresgestion.fr)).

### III - INFORMATIONS COMMERCIALES

<b>Distribution et Rachat des Parts :</b>  Les Parts peuvent être souscrites et rachetées auprès de :	<b>LAZARD FRERES GESTION SAS</b> 25, rue de Courcelles – 75008 Paris <b>Centralisation des Souscriptions et Rachats</b> ☎ 01 44 13 02 43 ☎ 01 44 13 02 35
<b>Diffusion des informations concernant le Fonds :</b>	<b>LAZARD FRERES GESTION SAS</b> 25, rue de Courcelles – 75008 Paris <b>Service Relations Clientèle</b> ☎ 01 44 13 01 79

Les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance d'entreprise (ESG) se trouvent sur le site internet de la société de gestion ([www.lazardfreresgestion.fr](http://www.lazardfreresgestion.fr)) et figureront dans le rapport annuel de l'OPC.

### IV – RÈGLES D'INVESTISSEMENT

Les règles d'investissement du FCP sont définies par le code monétaire et financier dans la partie réglementaire.

### V – RISQUE GLOBAL

La méthode de calcul utilisée par l'OPC est celle du calcul de l'engagement.

## V – RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

### 1 – Règles d'évaluation des Actifs

---

1.1. Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués à leur prix de marché.

▪ Valeurs mobilières :

- Les instruments de type « actions et assimilés » sont valorisés sur la base du dernier cours connu sur leur marché principal.

Le cas échéant, les cours sont convertis en euros suivant le cours des devises à Paris au jour de l'évaluation (source Banque Centrale Européenne).

▪ Les instruments financiers de taux

Les instruments de taux sont pour l'essentiel valorisés en mark-to-market, sur la base soit de prix issus de Bloomberg (BGN)® à partir de moyennes contribuées, soit de contributeurs en direct.

Il peut exister un écart entre les valeurs retenues au bilan, évaluées comme indiqué ci-dessus, et les prix auxquels seraient effectivement réalisées les cessions si une part de ces actifs en portefeuille devait être liquidée.

- type « obligations et assimilées » sont valorisées sur la base d'une moyenne de prix recueillis auprès de plusieurs contributeurs en fin de journée.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

- type « titres de créance négociables » :

- **TCN dont la durée de vie résiduelle est supérieure à 3 mois :**

Les titres de créance négociables faisant l'objet de transactions significatives sont évalués au prix de marché. En l'absence de transactions significatives, une évaluation de ces titres est faite par application d'une méthode actuarielle, utilisant un taux de référence éventuellement majoré d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

Taux de référence	
TCN en Euro	TCN en devises
EURIBOR, SWAPS OIS et BTF - 3 – 6 – 9 – 12 mois BTAN - 18 mois, 2 – 3 – 4 – 5 ans	Taux officiels principaux des pays concernés.

- **TCN dont la durée de vie résiduelle est égale ou inférieure à 3 mois :**

Les TCN dont la durée de vie résiduelle est égale ou inférieure à 3 mois font l'objet d'une évaluation linéaire. Toutefois, en cas de sensibilité particulière de certains de ces titres au marché, cette méthode ne serait pas appliquée.

- **OPC:**
  - Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
  - Les parts ou actions d'OPC dont la valeur liquidative est publiée mensuellement peuvent être évaluées sur la base de valeurs liquidatives intermédiaires calculées sur des cours estimés.
- **Acquisitions / Cessions temporaires de titres**
  - Les titres pris en pension sont évalués à partir du prix de contrat, par l'application d'une méthode actuarielle utilisant un taux de référence (EONIA au jour le jour, taux interbanques à 1 ou 2 semaines, EURIBOR 1 à 12 mois) correspondant à la durée du contrat.
  - Les titres donnés en pension continuent d'être valorisés à leur prix de marché. La dette représentative des titres donnés en pension est calculée selon la même méthode que celle utilisée pour les titres pris en pension.
- **Opérations à terme fermes et conditionnelles**
  - Les contrats à terme et les options sont évalués sur la base d'un cours de séance dont l'heure de prise en compte est calée sur celle utilisée pour évaluer les instruments sous-jacents.

Les positions prises sur les marchés à terme fermes ou conditionnels et de gré à gré sont valorisées à leur prix de marché ou à leur équivalent sous-jacent.

### **1.2. Les instruments financiers et valeurs non négociés sur un marché réglementé**

Les instruments financiers non négociés sur un marché règlementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.

### **1.3. Méthodes d'évaluation des engagements hors-bilan**

- Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur d'engagement.
- La valeur d'engagement pour les contrats à terme fermes est égale au cours (en devise du FCP) multiplié par le nombre de contrats multiplié par le nominal.
- La valeur d'engagement pour les opérations conditionnelles est égale au cours du titre sous-jacent (en devise du FCP) multiplié par le nombre de contrats multiplié par le delta multiplié par le nominal du sous-jacent.
- La valeur d'engagement pour les contrats d'échange est égale au montant nominal du contrat (en devise du FCP).

## **2 – Méthode de comptabilisation**

Le FCP s'est conformé aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPC.

Les comptes sont présentés selon les dispositions réglementaires relatives à l'établissement et à la publication des comptes des organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

- **Des revenus des valeurs à revenu fixe**
  - La comptabilisation des revenus de valeurs à revenu fixe est effectuée suivant la méthode des « intérêts encaissés ».

▪ **Des frais de gestion**

- Les frais de gestion sont calculés forfaitairement à chaque valorisation.
- Le taux de frais de gestion annuel est appliqué à l'actif brut (égal à l'actif net avant déduction des frais de gestion du jour) selon la formule ci-après :

$$\begin{array}{l} \text{Actif brut} \\ \times \quad \text{taux de frais de fonctionnement et de gestion} \\ \times \quad \frac{\text{nb jours entre la VL calculée et la VL précédente}}{365 \text{ (ou 366 les années bissextiles)}} \end{array}$$

- Ce montant est alors enregistré au compte de résultat du FCP et versé intégralement à la société de gestion.
- La société de gestion effectue le paiement des frais de fonctionnement du FCP et notamment :
  - . de la gestion financière ;
  - . de la gestion administrative et comptable ;
  - . de la prestation du dépositaire ;
  - . des autres frais de fonctionnement :
    - . honoraires des commissaires aux comptes ;
    - . publications légales (Balo, Petites Affiches, etc.) le cas échéant.Ces frais n'incluent pas les frais de transactions.

▪ **Des frais de transaction**

La méthode retenue est celle des frais exclus.

▪ **Des rétrocessions perçues de frais de gestion ou de droits d'entrée**

Le mode de calcul du montant des rétrocessions est défini dans les conventions de commercialisation.

Si le montant calculé est significatif, une provision est alors constituée au compte 619.

Le montant définitif est comptabilisé au moment du règlement des factures après reprise des éventuelles provisions.

# REGLEMENT DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT

## INVESTISSEMENT PEA-PME

### TITRE I

#### ACTIFS ET PARTS

##### Article 1 - PARTS DE COPROPRIÉTÉ

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du Fonds est de 99 ans à compter du 31 janvier 2014 sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégorie de parts :

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP.

Les différentes catégories de parts pourront :

- bénéficier de régimes différents de distribution des revenus (distribution ou capitalisation) ;
- être libellées en devises différentes ;
- supporter des frais de gestion différents ;
- supporter des commissions de souscription et de rachat différentes ;
- avoir une valeur nominale différente.
- être assorties d'une couverture systématique de risque, partielle ou totale, définie dans le prospectus. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM ;
- être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

Possibilité de regroupement ou de division des parts.

Les parts pourront être fractionnées sur décision de la société de gestion en centièmes ou millièmes de parts dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement. Enfin, la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange de parts anciennes.

##### Article 2 - MONTANT MINIMAL DE L'ACTIF

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif devient inférieur à 300.000 Euros (trois cent mille euros); lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

### **Article 3 - EMISSION ET RACHAT DES PARTS**

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscriptions.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de Fonds Commun de Placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du Fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder trente jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé à un rachat suivi d'une souscription; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre, au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du Code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

### **Article 4 - CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE**

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPCVM ; ils sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

## **TITRE II**

### **FONCTIONNEMENT DU FONDS**

#### **Article 5 - LA SOCIETE DE GESTION**

La gestion du Fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le Fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le Fonds.

#### **Article 5 bis - REGLES DE FONCTIONNEMENT**

La société se réserve la possibilité d'investir 10% de l'actif net du Fonds en titres d'autres Fonds.

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du Fonds ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

#### **Article 5ter – Admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation**

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le FCP dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le Fonds devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

#### **Article 6 - LE DEPOSITAIRE**

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion.

Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes les mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des Marchés Financiers.

#### **Article 7 - LE COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des Marchés Financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

#### **Article 8 - LES COMPTES ET LE RAPPORT DE GESTION**

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du Fonds pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

### TITRE III

#### Article 9 - MODALITES D'AFFECTIONATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Les sommes distribuables sont constituées par :

- 1) le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus.  
Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du Fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.
- 2) les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1) et 2) peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Pour les parts R et M, le résultat net est intégralement distribué et la société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values nettes réalisées. Elle peut distribuer des acomptes.

Pour les parts A, les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception des sommes qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

### TITRE IV

#### FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

##### Article 10 - FUSION - SCISSION

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le Fonds à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres Fonds communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

##### Article 11 - DISSOLUTION - PROROGATION

Si les actifs du Fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre Fonds Commun de Placement, à la dissolution du Fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le Fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du Fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsque aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du Fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un Fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins trois mois avant l'expiration de la durée prévue pour le Fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

#### **Article 12 - LIQUIDATION**

En cas de dissolution, la société de gestion assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis, à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

### **TITRE V**

#### **CONTESTATION**

#### **Article 13 - COMPETENCE - ELECTION DE DOMICILE**

Toutes contestations relatives au Fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

\* \* \*

*Dernière version du document : 15 février 2017*